Fonds Scotia MC

Fonds Patrimoine Scotia d'infrastructures Monde

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-387-5004, en consultant notre site Web à l'adresse www.fondsscotia.com ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 40 Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires du Fonds, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et « Fonds » désigne le Fonds Patrimoine Scotia d'infrastructures Monde.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à procurer une plus-value du capital à long terme et un revenu surtout en investissant dans un portefeuille diversifié de titres d'entreprises du domaine des infrastructures ou de domaines connexes de partout dans le monde.

Le Fonds cherche à atteindre son objectif de placement en investissant surtout dans des titres de sociétés du domaine des infrastructures et de domaines connexes. Dans le domaine des infrastructures, les actifs sont définis de façon générale comme des installations et des services de base requis pour le fonctionnement d'une communauté ou d'une société et ils peuvent comprendre, entre autres, des actifs des secteurs suivants : transport (routes à péage, aéroports, ports de mer, chemins de fer), énergie (transport, distribution et production de gaz et d'électricité), eau (pipelines et usines de traitement) et télécommunications (diffusion, satellites et câblodistribution).

Des techniques comme l'analyse fondamentale peuvent être utilisées pour évaluer le potentiel de croissance et la valeur. Cette stratégie comporte l'évaluation de la situation financière, de la concurrence et de la direction de chaque société, ainsi que de son secteur et de l'économie en général. Dans le cadre de cette évaluation, le conseiller en valeurs peut :

- analyser les données financières et d'autres sources d'information;
- évaluer la qualité de la direction;
- effectuer des entrevues à la société même, si possible.

Le Fonds peut investir jusqu'à 100 % de son actif dans des titres étrangers.

Risques

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 (la « période »), les parts de série M du Fonds ont généré un rendement total de 15,5 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui ne comporte ni frais ni charges. Les rendements des autres séries du fonds seront similaires à ceux de la série M, toute différence de rendement étant principalement liée aux différents frais de gestion, aux charges d'exploitation et aux autres dépenses applicables à la série en question. Voir la rubrique « Rendement passé » pour le rendement des autres séries du Fonds.

Au cours de la même période, le rendement de l'indice S&P Global Infrastructure (en CAD), indice de référence général du Fonds, a été de 25,3 %. Conformément aux exigences du Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec cet indice pour aider à la compréhension du rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché.

Le Fonds a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence général en raison en partie de la sélection de titres dans le secteur des services aux collectivités et d'une sous-pondération et d'une sélection de titres dans le secteur de l'énergie.

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période de 12 mois, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 29,2 %. Nous avons vu les marchés des actions générer des rendements à deux chiffres, car la plupart des banques centrales ont réduit les taux d'intérêt pour stimuler la croissance économique.

La Banque du Canada (la « BdC ») a été la première banque centrale du Groupe des sept à offrir un allègement de taux en 2024 et a maintenu sa position audacieuse en réduisant les taux à cinq reprises au cours de la période. La Banque centrale européenne (la « BCE ») a effectué quatre réductions, la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») en a effectué trois, tandis que la Banque populaire de Chine (la « PBOC ») en a effectué deux.

Après leur dernière baisse de taux, la BdC et la Fed ont changé de ton en indiquant que les baisses futures seront basées sur des facteurs économiques. Les deux banques centrales cherchent à trouver un équilibre. Elles veulent éviter que les fortes hausses de taux des deux dernières années ne ralentissent inutilement l'activité économique, mais elles ne veulent pas annuler les récents progrès en matière d'inflation. La présidente de la BCE, Mme Lagarde, a indiqué que d'autres réductions seraient effectuées en 2025, mentionnant que l'orientation de la banque était très claire.

Ironiquement, la Banque du Japon a augmenté ses taux d'intérêt, en les faisant passer de –0,1 % à 0,25 %, les faisant passer à leur plus haut niveau depuis 2008. L'économie japonaise, qui a été confrontée à des pressions déflationnistes pendant une longue période, affiche maintenant un taux d'inflation sain évoluant dans une fourchette de 2,0 % à 2,5 %.

La Chine, la deuxième économie mondiale, est accablée par un endettement excessif ainsi qu'une capacité et une offre de logements excédentaires. La Chine a toutefois encore des atouts : elle domine le secteur manufacturier mondial et détient des positions de premier plan dans les nouvelles technologies, comme les véhicules électriques et les énergies renouvelables. En réponse au ralentissement de l'économie, le gouvernement augmente la capacité industrielle et cherche des acheteurs à l'étranger pour des biens qu'ils ne peuvent pas vendre au pays. Cependant, la perspective d'une deuxième présidence Trump accroît le risque de tensions accrues sur le commerce et la technologie en 2025.

Les 11 secteurs de la classification industrielle mondiale standard (GICS) ont affiché des rendements positifs au cours de la période de 12 mois, les services de communication, les technologies de l'information et la finance ayant le plus contribué au rendement de l'indice. Les secteurs les moins performants ont été l'immobilier, les matériaux et les soins de santé.

Le Fonds privilégie les sociétés d'infrastructures détenant des actifs sous-jacents porteurs de revenu. Sur le plan géographique, le Fonds a maintenu une plus grande pondération dans les sociétés nord-américaines, bien qu'elle ait été réduite au Canada et aux États-Unis, tandis qu'une position au Mexique a été ajoutée. L'exposition aux titres européens a augmenté considérablement, principalement grâce à des titres en Italie, en Espagne et en France. Les États-Unis ont été le principal acteur du rendement, les positions au Canada, en Espagne, en Suisse et en Italie ayant également eu un impact positif. La France et le Mexique ont nui au rendement.

Les services aux collectivités (eau, gaz, centrales électriques réglementées et énergie renouvelable), l'industrie (aéroports, chemins de fer et routes à péage) et les infrastructures d'énergie (pipelines) sont les secteurs les plus représentés dans le portefeuille. Les services aux collectivités réglementés sont privilégiés en raison de leur flux de trésorerie stables et de leur pouvoir de fixation des prix. Au cours de la période, les pondérations de l'immobilier (centres de données) et des services aux collectivités ont été réduites, tandis que celles des infrastructures de l'énergie et de l'industrie (principalement en raison des aéroports) ont été augmentées. Les placements dans les obligations d'infrastructures et dans un fonds négocié en bourse, ETF MLP, ont été vendus. En termes absolus, les services aux collectivités et les infrastructures de l'énergie ont été les principaux contributeurs aux rendements, tandis que l'immobilier a nui au

Fonds. Parmi les titres ayant le plus contribué à la performance, on retrouve Entergy Corporation (services aux collectivités électriques) et The Williams Sociétés, Inc. (infrastructures de l'énergie), les cabinets de centres de données American Tower Corporation et Crown Castle Inc. ayant eu une incidence négative sur la performance.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 277,6 millions de dollars au 31 décembre 2023 à 300,2 millions de dollars au 31 décembre 2024. Cette variation s'explique par des rachats nets de 19,6 millions de dollars et par des gains sur les placements de 42,2 millions de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 21 000 $ à des courtiers liés.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, des services de garde, et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement

d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter, Cecilia Mo et Jennifer L. Witterick – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 $ (77 000 $ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation, et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Actif net par part du Fonds ($)[1)]

		Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					
Pour la période close le	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	**Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités[2)]**	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions[3)]	**Actif net, à la clôture de la période[1)]**
Série I												
31 déc. 2024	**10,10**	**0,52**	**(0,05)**	**0,59**	**0,51**	**1,57**	**(0,32)**	**(0,11)**	**(0,03)**	**–**	**(0,46)**	**11,19**
31 déc. 2023	10,39	0,40	(0,06)	(0,39)	0,43	0,38	(0,05)	(0,30)	–	–	(0,35)	10,10
31 déc. 2022	10,88	0,27	(0,05)	0,52	(0,75)	(0,01)	–	(0,24)	(0,19)	–	(0,43)	10,39
31 déc. 2021	10,08	0,21	(0,04)	0,88	(0,02)	1,03	–	(0,17)	(0,05)	–	(0,22)	10,88
31 déc. 2020	10,20	0,22	(0,03)	(1,16)	1,02	0,05	–	(0,19)	–	–	(0,19)	10,08

		Augmentation (diminution) liée aux activités					Distributions					
Pour la période close le	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	**Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités[2)]**	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions[3)]	**Actif net, à la clôture de la période[1)]**
Série K – Les parts de série K ont été lancées le 28 janvier 2020.												
31 déc. 2024	**9,40**	**0,28**	**(0,05)**	**0,44**	**0,75**	**1,42**	**(0,28)**	**(0,10)**	**(0,03)**	**–**	**(0,41)**	**10,42**
31 déc. 2023	9,67	0,37	(0,07)	(0,33)	0,05	0,02	(0,04)	(0,27)	–	–	(0,31)	9,40
31 déc. 2022	10,12	0,26	(0,07)	0,36	(0,60)	(0,05)	–	(0,20)	(0,17)	–	(0,37)	9,67
31 déc. 2021	9,38	0,19	(0,06)	0,81	–	0,94	–	(0,15)	(0,04)	–	(0,19)	10,12
31 déc. 2020	10,00	0,20	(0,04)	(1,09)	0,46	(0,47)	–	(0,16)	–	–	(0,16)	9,38
Série M – Les parts de série M ont été lancées le 25 novembre 2021.												
31 déc. 2024	**9,50**	**0,18**	**(0,04)**	**0,39**	**0,94**	**1,47**	**(0,29)**	**(0,10)**	**(0,03)**	**–**	**(0,42)**	**10,52**
31 déc. 2023	9,77	0,37	(0,07)	(0,38)	0,12	0,04	(0,04)	(0,27)	–	–	(0,31)	9,50
31 déc. 2022	10,17	0,34	(0,08)	0,17	(5,02)	(4,59)	–	(0,20)	(0,17)	–	(0,37)	9,77
31 déc. 2021	10,00	0,03	(0,01)	0,21	–	0,23	–	(0,03)	(0,04)	–	(0,07)	10,17

1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de $)[1)]	Nombre de parts en circulation[1)]	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%)[2)]	RFG avant abandon ou absorption des charges (%)[2)]	Ratio des frais d'opérations (%)[3)]	Taux de rotation du portefeuille (%)[4)]	**Valeur liquidative par part ($)[1)]**
Série I							
31 déc. 2024	**221 183**	**19 758 014**	**0,13**	**0,13**	**0,13**	**112,17**	**11,19**
31 déc. 2023	208 485	20 633 821	0,09	0,09	0,15	83,83	10,10
31 déc. 2022	160 830	15 473 819	0,09	0,09	0,11	66,27	10,39
31 déc. 2021	222 713	20 472 319	0,09	0,09	0,11	62,62	10,88
31 déc. 2020	200 154	19 848 937	0,09	0,09	0,14	81,66	10,08
Série K							
31 déc. 2024	**62 157**	**5 965 756**	**0,31**	**0,31**	**0,13**	**112,17**	**10,42**
31 déc. 2023	55 725	5 925 821	0,28	0,28	0,15	83,83	9,40
31 déc. 2022	61 035	6 310 554	0,27	0,27	0,11	66,27	9,67
31 déc. 2021	43 014	4 248 861	0,28	0,28	0,11	62,62	10,12
31 déc. 2020	36 958	3 938 434	0,28	0,28	0,14	81,66	9,38
Série M							
31 déc. 2024	**16 907**	**1 606 676**	**0,25**	**0,25**	**0,13**	**112,17**	**10,52**
31 déc. 2023	13 384	1 409 122	0,21	0,21	0,15	83,83	9,50
31 déc. 2022	11 707	1 198 446	0,20	0,20	0,11	66,27	9,77
31 déc. 2021	1	103	0,23	0,23	0,11	62,62	10,17

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres† (%)
Série I*	s. o.	–	–
Série K*	s. o.	–	–
Série M	0,10	–	100,0

* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

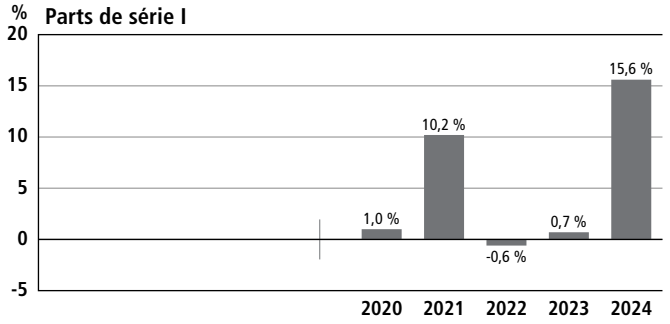
† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

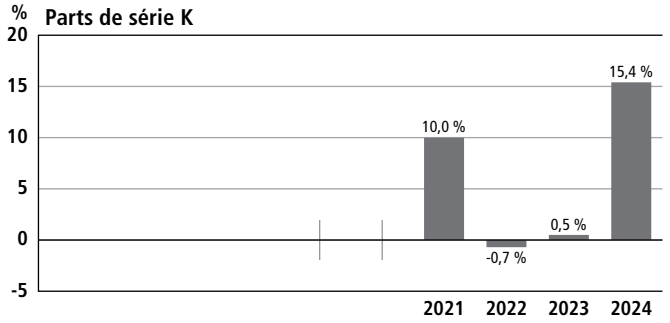
Rendement passé

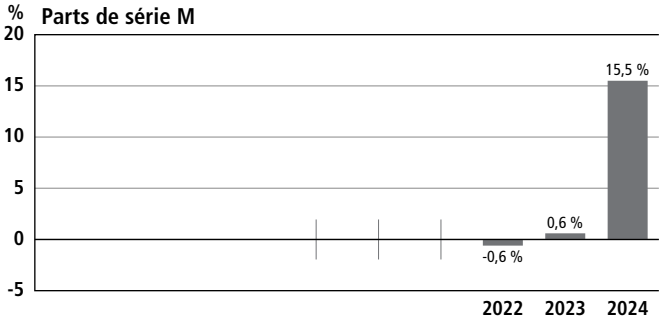
Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque année civile, d'un placement effectué le premier jour de l'année civile pour cette série.







Rendements annuels composés

Le tableau des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série I	%	**15,6**	**5,0**	**5,2**	**–**	**5,5**
Indice S&P Global Infrastructure Index (en CAD)	%	25,3	11,7	7,4	–	7,7
Série K	%	**15,4**	**4,8**	**–**	**–**	**4,0**
Indice S&P Global Infrastructure Index (en CAD)	%	25,3	11,7	–	–	6,8
Série M	%	**15,5**	**4,9**	**–**	**–**	**5,7**
Indice S&P Global Infrastructure Index (en CAD)	%	25,3	11,7	–	–	6,8

Description des indices

Indice S&P Global Infrastructure Index (en CAD) – Cet indice porte sur les sociétés cotées du secteur des infrastructures. Afin d'offrir une diversification de l'exposition, il est réparti entre trois sous-secteurs des infrastructures, soit l'énergie, le transport et les services aux collectivités.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indice(s) de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-387-5004 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.fondsscotia.com, dans les 60 jours suivant la clôture du trimestre, sauf pour les données au 31 décembre, date de fin de l'année civile, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative†
Actions	88,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	11,2
Fonds sous-jacents	0,9
Autres éléments d'actif (de passif) net	–0,7

Par pays / région[1)]	% de la valeur liquidative[†]
États-Unis	35,7
Canada	19,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	11,2
France	8,2
Italie	6,1
Espagne	5,7
Royaume-Uni	4,1
Mexique	2,9
Pays-Bas	2,8
Suisse	2,3
Australie	1,9

Par secteur[1)2)]	% de la valeur liquidative[†]
Services aux collectivités	37,1
Industrie	26,3
Énergie	23,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	11,2
Immobilier	1,6
Fonds d'actions étrangères	0,9

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative[†]
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	11,2
Enbridge Inc.	4,3
Entergy Corporation	4,2
NextEra Energy, Inc.	3,9
Aena SME, SA	3,2
Vistra Corporation	2,8
Ferrovial SE	2,8
CMS Energy Corporation	2,8
Constellation Energy Corporation	2,7
Williams Companies, Inc. (The)	2,7
Cheniere Energy, Inc.	2,7
Southern Company (The)	2,7
National Grid PLC	2,6
Capital Power Corporation	2,6
Corporation TC Énergie	2,5
FirstEnergy Corp.	2,5
Flughafen Zurich AG	2,3
Enel SpA	2,3
Canadien Pacifique Kansas City Limitée	2,2
Getlink SE	2,1
AltaGas Ltd.	2,1
Enav SPA	2,1
Veolia Environnement	2,1
VINCI SA	2,0
Targa Resources Corp.	1,9

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.
2) Compte non tenu des obligations et des débentures.
† Ceci se réfère à la valeur liquidative transactionnelle.